

Les politisations de l'islam local

Le cas de la Seine-Saint-Denis

Wilfried Serisier



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3791>

DOI : [10.4000/hommesmigrations.3791](https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.3791)

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2017

Pagination : 37-47

ISBN : 978-2-919040-37-7

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Wilfried Serisier, « Les politisations de l'islam local », *Hommes & migrations* [En ligne], 1316 | 2017, mis en ligne le 01 mars 2020, consulté le 17 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3791> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.3791>

LES POLITISATIONS DE L'ISLAM LOCAL

LE CAS DE LA SEINE-SAINT-DENIS

Par WILFRIED SERISIER, doctorant à l'Institut français de géopolitique, université Paris-8.

L'islam local de Seine-Saint-Denis est devenu visible dans le courant des années 1990, autour du développement des lieux de culte et de l'action accrue des acteurs musulmans dans l'espace public. Il constitue ainsi un enjeu politique pour des élus qui tâchent de prendre en compte la « question musulmane » en vue de rééquilibrer les rapports de force électoraux dans le département. Pour répondre à cette demande d'interlocuteurs politiques, les associations musulmanes du 93 ont veillé à structurer leurs approches, leurs discours et leurs objectifs.



La Seine-Saint-Denis, en Île-de-France, est forgée par l'histoire de la « banlieue rouge » caractérisée par les effets négatifs d'une ségrégation socio-ethnique régionale qui s'y accentue¹, et marquée par une représentation d'espace marginalisé qui réduit le territoire au « 9-3 ». Un 9-3 représenté comme « symbole du ghetto dans la nation² » emblématique du doute qu'ont les Français sur la possibilité de vivre ensemble avec leur différence. Sur ce territoire, a éclaté une nouvelle scansion de la question postcoloniale : les émeutes de novembre 2005 que les médias américains ont présenté comme des « *Muslims riots* ». Une grenade des forces de l'ordre arrivée dans une mosquée a déclenché l'extension nationale des émeutes et, sans être attisé par les

religieux, l'incident a été vécu comme une humiliation par une partie de la jeunesse³.

Dans le débat public français, la politisation de l'islam est présentée, selon une perspective sécuritaire, comme une menace qui conduit à un amalgame entre visibilité religieuse et extrémisme s'exerçant au nom du religieux. L'hégémonie univoque de l'« islam politique » comme ensemble d'idéologies mettant les normes islamiques au centre du politique occulte des processus ordinaires de politisation. « L'islam politique », a contrario des définitions médiatiques, peut être entendu comme l'action d'individus ou de groupes se réclamant de la religion musulmane pour peser sur les débats collectifs et convertir des demandes religieuses

1. Edmond Préteceille, « La ségrégation ethno-raciale a-t-elle augmenté dans la métropole parisienne ? », in *Revue française de sociologie*, vol. 50, n° 3, 2009, pp. 489-519. 2. Jérémie Robine, « Le 9-3, symbole du ghetto dans la nation », in *Hérodote*, n° 162, 2016, pp. 55-72. 3. Jérémie Robine, *Les ghettos de la nation. Ségrégation, délinquance, identités, islam*, Paris, Vendémiaire, 2011.

dans le domaine politique⁴. La politisation locale de l'islam tel que nous l'entendons permet d'analyser une modalité de la construction des représentations de cette religion et de ses adeptes dans les débats publics en France. D'ores et déjà, au regard des médiatisations à l'échelle nationale et des tentatives de l'État pour organiser un « *islam de France*⁵ », un certain nombre d'enquêtes partent du constat selon lequel « *les pouvoirs locaux sont ainsi devenus de facto les acteurs principaux de l'encadrement de l'islam*⁶ ». Il nous semble utile de prendre en compte les politisations se réalisant à l'échelle locale car elles contribuent à façonner également des représentations de l'islam dans les débats publics. De tels processus concernent autant les élus locaux qui prennent en charge la « question musulmane » que les musulmans qui investissent la scène politique locale en portant des revendications spécifiques.

Pour interroger cette politisation, nous porterons notre attention sur le territoire de la Seine-Saint-Denis. En effet, ce contexte local atteste avec force ce que l'on désigne par « *le renouveau du religieux dans les espaces urbains*⁷ ». Les marqueurs des islams de type « *confessionnel* » et « *identitaire*⁸ » y sont, en effet, visibles et pluriels dans l'espace public. Cette visibilité se manifeste, par

exemple, dans la représentation selon laquelle la population musulmane est majoritaire dans le département et qui est diffusée par l'Union des associations musulmanes de Seine-Saint-Denis (UAM 93). Cette visibilité de l'islam à l'échelle locale a des conséquences sur la scène politique dans ce territoire identifié comme un « bastion de gauche » qui est pourtant dans un moment de transition politique. Quelles sont les manifestations de cette politisation de l'islam local en Seine-Saint-Denis ?

Notre analyse de la politisation locale de l'islam n'est pas née d'un « terrain » lié à l'islam mais d'une étude des évolutions géopolitiques les plus contemporaines de la Seine-Saint-Denis⁹. L'investissement du système politique local par les acteurs de l'islam, signe d'intégration, est apparu depuis le début des années 2000 à partir d'une association opérant comme un lobby électoral, générant des représentations géopolitiques, ce qui conduira à questionner le « vote musulman ».



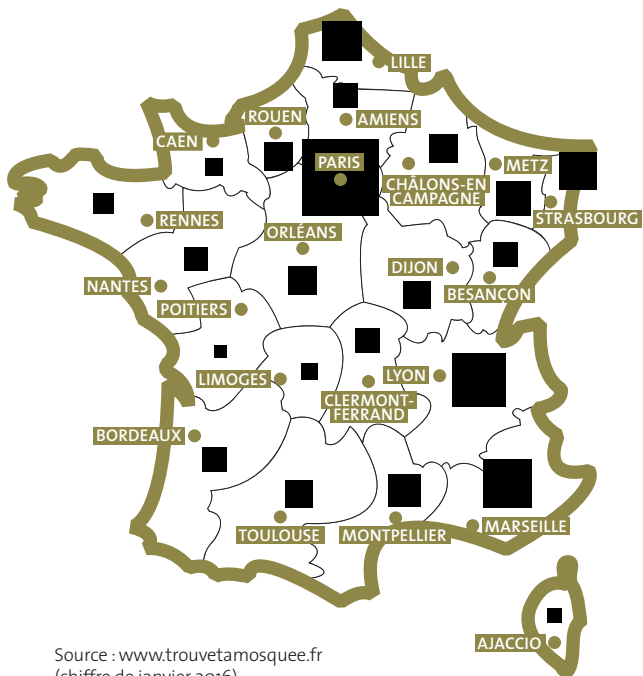
Le contexte spécifique des « islams » en Seine-Saint-Denis

L'islam local¹⁰, devenu visible dans l'espace public dans le courant des années 1990, s'est organisé autour du développement des lieux de culte et des acteurs musulmans et s'inscrit dans une sociodémographie spécifique et un territoire particulier par son histoire.

4. Sur les notions de politisation, voir Jacques Lagroye, « Les processus de politisation », in Jacques Lagroye (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, pp. 359-372 ; Camille Hamidi, « Éléments pour une approche interactionniste de la politisation. Engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l'immigration », in *Revue française de science politique*, vol. 56, n° 1, 2006, pp. 5-25. 5. Les institutionnalisations de l'islam en Europe tiennent davantage aux traditions étatiques qu'aux sollicitations des musulmans eux-mêmes. Le recours à l'identité musulmane ne s'explique pas tant par une pression identitaire intrinsèque mais par la marginalisation dans laquelle les tient le système politique aux échelons national et local. Ayhan Kaya, « Des individus aux institutions », in *Hommes & Migrations*, n° 1280, 2009, pp. 62-77. 6. Étienne Pingaud, « La gestion municipale de l'islam : les accommodements pragmatiques du pouvoir local », in *Métropolitiques*, 21 novembre 2016. URL : <https://www.metropolitiques.eu/La-gestion-municipale-de-l-islam.html>. Voir Françoise Duthu, « Le maire et la mosquée. Islam et laïcité en Île-de-France », in *L'année du Maghreb*, n° 5, 2009, pp. 439-460 ; Robert Frégozi, « Les mosquées dans la République. Quelle régulation locale du culte musulman ? », in *Confluences Méditerranée*, n° 57, 2006, pp. 153-174. 7. Voir les travaux d'Hervé Vieillard-Baron, par exemple, « Fait religieux et construction de l'espace. Les religions dans les banlieues : territoires et sociétés en mutation », 18 octobre 2016. <http://geoconfluences.ens-lyon.fr> 8. Bernard Godard, *La question musulmane en France*, Paris, Fayard, 2015. 9. On pourra lire le dernier numéro de la revue *Hérodote* intitulée « Le 9-3, un territoire de la nation ». 10. « L'islam local » désigne, sur un territoire défini, à la fois un ensemble d'acteurs musulmans, rivaux ou alliés, motivés pour diffuser les valeurs musulmanes et favoriser les conditions d'une meilleure pratique musulmane, mais également la diversité des musulmans dont le rapport à la foi dépend de leur âge, de leurs cultures, de leurs positions sociales. Cet islam, lié aux influences d'autres échelles, est en relation avec des acteurs locaux, d'abord politiques.

L'islam local, devenu visible dans l'espace public dans le courant des années 1990, s'est organisé autour du développement des lieux de culte et des acteurs musulmans et s'inscrit dans une sociodémographie spécifique et un territoire particulier par son histoire.

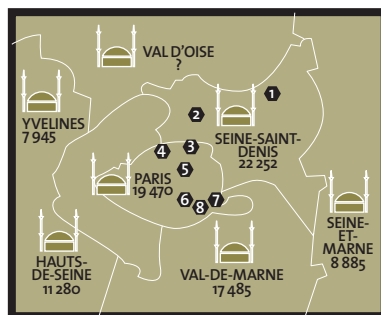
Lieux de culte musulmans de France concentrés en Île-de France.



Source : www.trouvetamosquee.fr (chiffre de janvier 2016).

SITES EMBLÉMATIQUES ET SIÈGES DE L'ISLAM À PARIS ET EN SEINE-SAINT-DENIS.

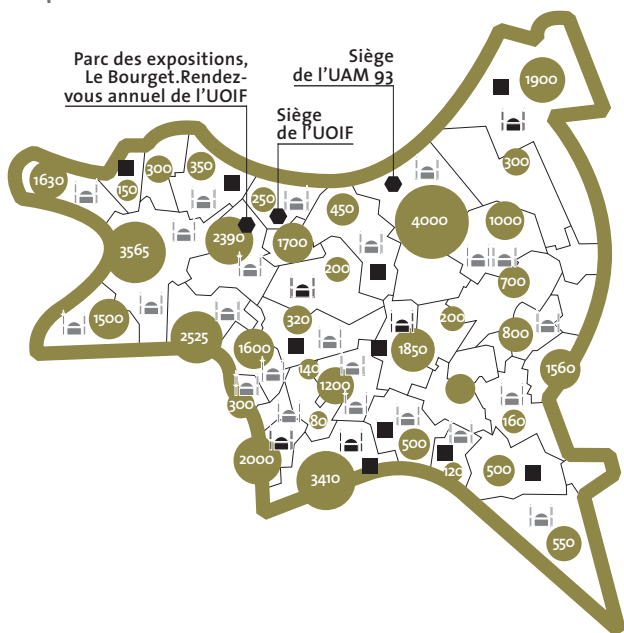
25% des lieux de culte musulman sont en Île-de-France : 635 mosquées et 125 en projet ou en construction.



Sites emblématiques et sièges de l'islam à Paris et en Seine-Saint-Denis.

- 1 UAM 93.
- 2 UOIF.
- 3 Rassemblement des musulmans de France.
- 4 Tabligh.
- 5 Institut du Monde Arabe.
- 6 Coordination musulmans turcs de France.
- 7 Grande Mosquée de Paris.

La Seine-Saint-Denis, premier département de France métropolitaine pour l'islam confessionnel.



160 lieux de culte répartis dans 37 communes.

- Grande Mosquée existante (5).
- Mosquée en projets ou en construction.

● 200 Nombre de fidèles dans les mosquées affiliées au CFCM dans une commune aux élections de 2009.

- Organisations ou événements emblématiques de l'islam local
- 10 Carrés musulmans

Carte conçue par Wilfried Serisier, Institut français de géopolitique, Paris-8, 2016.

L'implantation et la répartition géographique des musulmans s'expliquent en partie par le fait que le département est un sas d'accueil de migrants de la région Île-de-France. Les descendants d'immigrés de moins de 20 ans y représentent 57 % de la population du même âge (37 % en Île-de-France).

La visibilité musulmane se manifeste, tout d'abord, à travers l'islam confessionnel dont la présence est ancienne (hôpital franco-musulman de Bobigny réservé à tous les patients musulmans du département de la Seine et cimetière musulman pour les défunts musulmans, construits dans les années 1930) avec des revendications concernant des lieux de culte datant des années 1970. Aujourd'hui, les 160 lieux de culte de Seine-Saint-Denis, dont les capacités totales sont d'environ 23 000 places, en font le premier département de France métropolitaine pour cet indicateur, soit 6,5 % de la France métropolitaine. L'islam s'y exerce toutefois

de manière plus précaire, car les mosquées représentent seulement 40 % de l'ensemble des lieux de culte. La carte n° 1 illustre combien les lieux de culte de France métropolitaine sont majoritairement en Île-de-France et plus encore en Seine-Saint-Denis. Elle montre également qu'ils sont implantés notamment à l'ouest du département, là où se concentrent les nombreux habitants issus des immigrations. Il s'agit là de données objectives indiquant des changements dans les paysages urbains et sociaux de l'Île-de-France.

À partir des années 1990, s'est développé un « islam identitaire », selon lequel le style de vie doit être normé par les références musulmanes,

ce qui se vérifie avec l'enseignement privé¹¹ et les comportements alimentaires¹². L'islam est également rendu visible par l'action d'acteurs collectifs implantés sur le département parfois depuis des dizaines d'années dont l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), une des fédérations nationales regroupant plus de 200 associations en France et qui organise son rassemblement annuel au Bourget¹³. On trouve également les sièges d'associations nationales qui, si elles sont parfois concurrentes entre elles, couvrent tous les domaines de la vie quotidienne des musulmans (communication, humanitaire, entraide...). Malgré ce que font croire certaines représentations médiatiques¹⁴ ou les discours extrémistes, cette diversité de courants et la densité des acteurs limitent l'influence des salafistes quiétistes ou radicaux. Ces acteurs se substituent partiellement aux réseaux de la « banlieue rouge » qui entretenaient des repères laïcs.

La visibilité musulmane spécifique doit être comprise par rapport à l'histoire de la Seine-Saint-Denis comme « terre de mission » devenue un enjeu d'acteurs qui ont produit leurs propres représentations au cours du XX^e siècle. Entre 1920 et 1970, catholiques et communistes s'opposent mais quadrillent, avec leurs réseaux, les communes de la couronne parisienne. Le système de la banlieue rouge façonne les paysages urbains, politiques et sociaux et rythme le quotidien des habitants¹⁵. Concernant les travailleurs immigrés, les communistes occultent la dimension religieuse et auront

11. En Seine-Saint-Denis sont localisés sept des quinze lycées et collèges privés coraniques de France et 20 % des 250 centres d'enseignement coraniques français. Voir Samir Amghar, Jean-Philippe Bras, Sabrina Mervin, Lydie Fournier, Omero Marongiu, Bernard Godard, *L'enseignement de l'islam dans les écoles coraniques les institutions de formation islamique et les écoles*, rapport, Paris, IISMM/EHESS, 2010. 12. Cinq des dix organismes de certification en France y sont implantés dont AVS (À votre service), le premier de France. 13. La « Rencontre annuelle des musulmans de France » désignée comme « une "fête de l'Humanité" islamique ». Voir Samir Amghar, « Le congrès du Bourget. Une "fête de l'Humanité" islamique », in *Confluences Méditerranée*, n° 46, 2003, pp. 147-155. Cette fête (170 000 personnes en 2013) regroupe des lieux de prière, des espaces de débats et de conférences, des lieux pour les familles et une « foire musulmane » où les familles trouvent des produits halal, des services (finance islamique, agences de voyages pour les pèlerinages...) et des associations (humanitaire, écoles privées, construction de mosquées...). 14. La polémique de Molenbeek-sur-Seine : en mai 2016, *Le Figaro Magazine* publie un reportage à la une intitulé « Molenbeek-sur-Seine : à Saint-Denis, l'islamisme au quotidien ». Le fond de ce reportage repose à la fois sur la représentation selon laquelle les radicaux auraient pris le pouvoir dans certains quartiers... et la comparaison de Saint-Denis avec cette banlieue bruxelloise où ont séjourné un certain nombre de djihadistes européens. Cette comparaison a été rendue possible par le discours du ministre de la Ville qui a déclaré qu'une centaine de quartiers en France (sans aucune cartographie précise) avait des « similitudes potentielles » avec des caractéristiques de cette commune de la région bruxelloise. Il s'agit là d'une nouvelle représentation politico-médiatique qui ajoute à la stigmatisation territoriale. 15. Annie Fourcault, *Bobigny, Banlieue rouge*, Paris, Les éditions ouvrières, 1986 ; Tyler Stovall, *The Rise of the Paris Red Belt*, Berkeley/Los Angeles/Oxford, University of California Press, 1990.

de nombreuses difficultés, comme les autres partis, à intégrer les descendants des migrations maghrébines, les « beurs »¹⁶. Il y va également des élites qui font de l'islam un frein à l'intégration, comme la commission Marceau Long. À partir de la première intifada (1987) et de la première guerre du golfe, nombre d'entre eux s'identifient au monde arabe. La première affaire du voile en 1989 cristallise les représentations négatives de part et d'autre. À partir de la guerre civile algérienne, l'islam est perçu comme une menace. Chômage, discriminations à l'embauche et au logement alimentent le sentiment des descendants d'immigrés d'être enfermé dans des « ghettos », points de crispation de la situation postcoloniale française. Si l'islam devient, dans les années 2000, un repère pour un certain nombre de jeunes dans cette situation, la Seine-Saint-Denis est également une terre de mission pour de nombreux groupes évangélistes. C'est le premier département de France métropolitaine pour le nombre d'églises – soit 15 000 fidèles. La visibilité musulmane s'inscrit donc dans un territoire qui représente un enjeu pour des porteurs de représentations différentes.

L'implantation et la répartition géographique des musulmans s'expliquent en partie par le fait que le département est un sas d'accueil de migrants de la région Île-de-France¹⁷. Les descendants d'immigrés de moins de 20 ans y représentent 57 % de la population du même âge (37 % en Île-de-France). Comme une majorité d'habitants est liée à l'histoire postcoloniale – dont celle, paradoxale, de l'Algérie¹⁸ –, ils peuvent être identifiés comme des « musulmans sociologiques », des personnes nées dans des familles de tradition musulmane. Enfin, 20 % des habitants vivent dans les quartiers classés parmi les plus difficiles de la région par la politique de la ville. Et c'est dans ce type de quartier que « *les immigrés et encore plus les descendants d'im-*

*migrés originaires du Maghreb, du Sahel et de Turquie [...] accordent plus d'importance à la religion que ceux qui sont dispersés dans des quartiers peu ségrégués*¹⁹ ». C'est sur le fond de cette visibilité de l'islam confessionnel, des réseaux et des dynamiques démographiques que peuvent se comprendre des processus de politisation de l'islam local sous trois formes : la création d'une association agissant dans le domaine politique, l'intervention dans le champ électoral et le vote musulman.

Une politisation de l'islam local par la voie associative

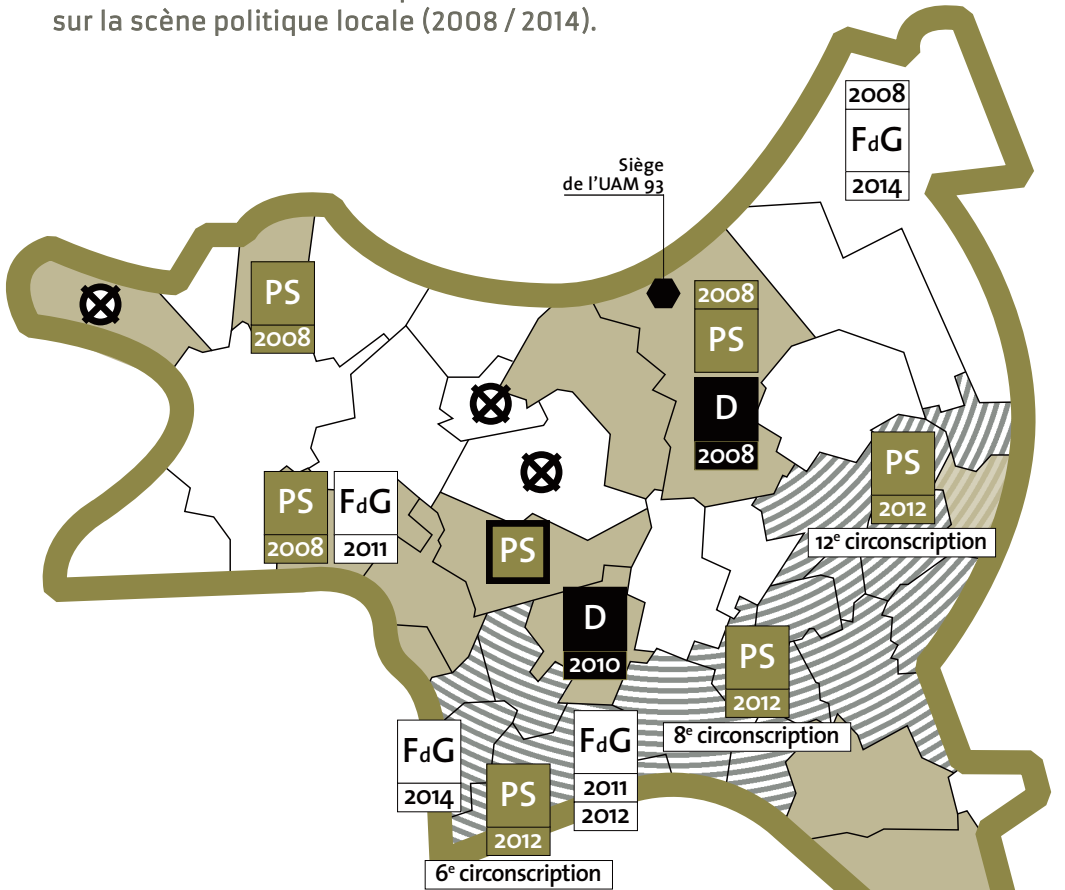
À partir de 1998, la « banlieue rouge », déjà en délitement interne depuis la fin des années 1970, est assaillie par le parti socialiste et le centre droit. Dans le même moment, émergent des acteurs de la société civile qui portent les demandes d'islam²⁰ (construction de mosquées, carrés musulmans...) de leurs coreligionnaires auprès des élus et des services de l'État. Le système politique local considère qu'il est temps de prendre en compte de telles demandes selon différentes stratégies allant de l'alliance électorale à la traduction multiculturelle en passant par le contrôle.

Trois acteurs collectifs disent représenter la « communauté musulmane » : le Rassemblement des musulmans de France (RMF), l'UOIF et l'UAM 93. Cette dernière, la seule association musulmane en France dont le territoire de référence est un département, a été créée en 2001 pour pousser les élus à prendre en compte les demandes de leurs conci-

À partir de 1998, la « banlieue rouge », déjà en délitement interne depuis la fin des années 1970, est assaillie par le parti socialiste et le centre droit. Dans le même moment, émergent des acteurs de la société civile qui portent les demandes d'islam.

16. Rémy Leveau, « Les partis et l'intégration des beurs », in Georges Lavau, Yves Mény (dir.), *Idéologies, partis politiques et groupes sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 1989. 17. Natacha Lillo, Marie-Claude Blanc-Chaléard, Jean-Yves Blum Le Coat et al., « Île-de-France », in *Hommes & Migrations*, n° 1278, 2009, pp. 18-31. 18. Marie Poinot, Terence Carbin, « La situation paradoxale de l'immigration algérienne », in *Hommes & Migrations*, n° 1295, 2012, pp. 26-39. 19. Hugues Lagrange, « Le renouveau religieux des immigrés et de leurs descendants en France », in *Revue française de sociologie*, vol. 55, n° 2, 2014, p. 223. 20. Jocelyne Cesari, « Demande de l'islam en banlieue : un défi à la citoyenneté », in *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, n° 19 [en ligne], 1995 ; Nathalie Kakpo, *L'islam, un recours pour les jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007.

L'UAM 93 a construit une représentation de son influence sur la scène politique locale (2008 / 2014).



Implantation de l'UAM 93

- Villes dont les associations de l'UAM 93 sont majoritaires dans le paysage musulman local.
- X Villes où il y a eu un conflit entre l'UAM et la municipalité.
- Circonscriptions législatives où l'UAM a influé.

L'UAM 93 appelle à voter

- Candidat PCF
- Candidat PS
- Candidat de droite
- Soutien des candidats socialistes aux cantonales de 2008

Aux élections :

- 2008 Municipales
- 2010 Municipales partielles
- 2011 Cantonales
- 2012 Législatives
- 2014 Municipales

toyens musulmans. Son existence atteste d'un changement dans le paysage musulman local car elle naît au moment d'un essoufflement relatif de l'UOIF. L'UAM 93 prône un islam de France et affirme la compatibilité de l'identité musulmane et de la citoyenneté républicaine. Elle diffuse une représentation géopolitique selon laquelle la population « majoritaire » du département est désormais musulmane. Cette représentation alimente une stratégie d'influence des pouvoirs locaux, puisqu'elle induit l'existence d'un électorat musulman homogène sur lequel influencer.

L'UAM 93 a élaboré une légitimité en prenant un rôle d'intermédiaire entre associations musulmanes locales, élus et représentants locaux de l'État (en novembre 2005, elle participe à une délégation auprès de Nicolas Sarkozy). Pour les élus, l'association est une opportunité d'entretenir des relations avec des acteurs éclatés : Elisabeth Pochon, candidate PS dans la 8^e circonscription, la remerciait « *d'être le lien entre nous tous*²¹ ». L'UAM 93 se présente, en effet, comme une plateforme d'associations locales visant à promouvoir l'islam confessionnel dans le débat public, à véhiculer les valeurs de l'« islam identitaire » et à peser dans les débats religieux. Elle a marqué son indépendance vis-à-vis des fédérations nationales, des pays d'origine et en faisant place à toutes les sensibilités. Elle a élargi son audience et a diversifié ses actions dans les domaines politique, économique et religieux.

Pour se développer, l'UAM 93 s'est appuyée sur des personnalités et sur un réseau territorial d'associations dont l'action est centrée sur les communes de l'est car, à l'ouest, hormis Aubervilliers et Épinay-sur-Seine, les associations ont une autonomie complète ou sont déjà affiliées. Elle dispose d'outils de communication lui permettant de se médiatiser (site Internet, communiqués de presse, page Facebook, une chaîne de télévision, la « Localetv », dont l'émission « Bonjour 93 » organise des débats avec des élus locaux). Enfin, les leaders de l'UAM 93, qui ont un niveau élevé de formation, se sont appro-

prié les règles du jeu politique. Mohamed Heniche, secrétaire général et porte-parole, a acquis un savoir-faire en politique (délégations, manifestations, création des fédérations locales d'associations musulmanes). Il se présente comme un conseiller capable de répondre à la question : « comment capter les voix de l'électorat musulman ? ». Son vice-président est Dhaou Meskine, personnalité de l'islam national et local, à l'origine du premier collège musulman privé de France, l'École de la réussite (Aubervilliers) et prêche à la mosquée Stamu II (Clichy-sous-Bois).

La notabilisation des leaders de l'UAM 93 et leur proximité avec des élus constituent une limite auprès des musulmans eux-mêmes. Comme pour l'UOIF, l'UAM 93 peut générer une méfiance de la part des jeunes musulmans²².



Une politisation électoraliste

Pour rendre visible l'interface qu'elle prétend constituer entre associations musulmanes et acteurs politiques, l'association organise tous les ans un « dîner de la fraternité » lors de la rupture du jeûne du ramadan (Iftâr) réunissant une centaine d'invités politiques. L'objectif est de « *faciliter le contact et l'échange entre responsables politiques et responsables associatifs musulmans, deux acteurs appelés à travailler en partenariat et en concertation pour le bien vivre ensemble de notre département*²³. »

Pour renforcer ses capacités de négociation, l'UAM 93 fait appel à l'implication des citoyens de confession musulmane faisant du vote un acte autorisé par les textes religieux, contrairement à l'interprétation salafiste. Elle réalise un travail d'influence ciblé lors des élections, en incitant tous les

L'UAM 93 se présente, en effet, comme une plateforme d'associations locales visant à promouvoir l'islam confessionnel dans le débat public, à véhiculer les valeurs de l'« islam identitaire » et à peser dans les débats religieux.

21. Lettre d'Élisabeth Pochon, présidente des élus socialistes de Villemomble, candidate aux élections législatives de la 8^e circonscription de Seine-Saint-Denis, 28 mai 2012, postée sur le site de l'UAM 93, le 31 mai 2012, URL : <http://www.uam93.com>

22. John R. Bowen, *Can Islam be French? Pluralism and Pragmatism in a Secularist State*, Princeton, Princeton University Press, 2009.

23. Communiqué de presse de l'UAM 93, 16/11/2005.

musulmans à participer aux votes, notamment aux élections municipales qui aboutissent à « désigner [...] le premier interlocuteur des citoyens musulmans dans la cité²⁴ ». En vue de celles de 2014, elle invite les « associations musulmanes [à] continuer à développer une conscience citoyenne et politique des musulmans de France en les incitant à s'inscrire sur les listes électorales ». Ces dernières doivent « se rapprocher de tous les partis républicains pour discuter et enrichir leur programme électoral », participer aux débats et « se mobiliser le jour du scrutin pour lutter contre l'abstention », y compris en récupérant des procurations pour les élections. Enfin, des candidats de la diversité pourront intégrer les listes politiques.

L'UAM 93 prétend faire et défaire des élections (y compris lors des élections législatives, ce qui semble unique en France) en apportant ou pas ses soutiens à tel élu ou candidat en échange de contreparties favorisant l'exercice de culte, la diffusion de l'islam identitaire (la création d'un centre culturel...) ou pour devenir l'unique interlocuteur de la communauté locale. L'association

Pour renforcer ses capacités de négociation, l'UAM 93 fait appel à l'implication des citoyens de confession musulmane faisant du vote un acte autorisé par les textes religieux, contrairement à l'interprétation salafiste.

pourrait apporter des appuis à toute élection en influant directement sur trois « cercles » : adhérents actifs de l'association, fidèles des lieux contrôlés et musulmans fréquentant le site internet de l'UAM 93. Lors d'élections législatives, municipales ou départementales, elle a, en effet, soutenu ouvertement tel ou tel candidat, et ce soutien s'est avéré efficace, même à quelques dizaines de voix près.

Si l'UAM 93 a pu être qualifiée de droite par des acteurs politiques, mais aussi en vertu de ses liens réels avec des hommes politiques, c'est surtout parce qu'elle porte des valeurs religieuses conservatrices, un modèle économique basé sur la responsabilité individuelle et la nécessité, pour elle, de déconstruire le lien historique entre la gauche et le vote immigré. Cet ancrage de l'UAM 93 est pour une part stratégique. Comme « l'électorat musulman »

serait acquis à la gauche, il faut démontrer qu'il peut basculer à droite et, ainsi, neutraliser sa dimension ethnique au profit de sa dimension religieuse : « À un moment, on a mis le cap beaucoup plus à droite, et tout le monde l'a constaté. Pourquoi ? Tout simplement, les musulmans de France ont mis tous leurs œufs dans un même panier qui est celui de la gauche. Pour obtenir quoi en échange ? Rien. La droite était demandeuse. Alors on s'est dit : "Si on met deux ou trois œufs, sur cinquante œufs présents à gauche, peut-être que ça va marcher." Et, effectivement, cela a très bien marché pour nous. La droite était plus entreprenante et la gauche a commencé à se questionner à propos de ce vote qu'elle pensait acquis²⁵. » En affirmant des valeurs entrepreneuriales et familiales, les leaders de l'UAM 93, tentent de dissocier au sein des électeurs ceux qui, par leur attachement à la religion musulmane, peuvent voter à droite, des électeurs maghrébins, laïcs et parfois antimusulmans, votant à gauche.

L'audience relative de l'UAM 93 montre à quel point les élus prennent en compte les demandes d'islam et les intègrent dans leur stratégie politique et combien ces élus agissent en fonction d'un modèle paroissial (une mosquée, un interlocuteur). Les relations des élus avec les acteurs musulmans dévoilent leur position à l'égard de la question postcoloniale dont ils vivent les effets au quotidien. La carte n° 2 illustre les représentations des leaders de l'UAM 93 sur les alliances victorieuses avec des candidats. Toutefois, chaque trophée électoral doit être relativisé : d'autres facteurs y ont contribué et c'est parfois la défaite des sortants qui fut décisive, comme à Montreuil en 2008²⁶.

À la recherche d'un vote musulman en Seine-Saint-Denis

Étant donné l'existence de réseaux d'acteurs musulmans, la densité des habitants en contact avec les normes musulmanes et l'efficacité relative des représentations commentées ci-dessus, il est pertinent de s'interroger sur l'existence d'un

24. Communiqué de presse de l'UAM 93, 17/12/2013. 25. Mohamed Henniche, www.saphirnews.com, 8/10/2007.

26. Pour plus de détails, Wilfried Serisier, « Les défis de l'islam en Seine-Saint-Denis », in *Hérodote*, n° 162, 2016, pp. 29-54.

« vote musulman » (comme sur la notion d'« électorat musulman »), c'est-à-dire pour lequel le facteur religieux serait prépondérant dans le comportement électoral pour les habitants se déclarant musulman²⁷. L'ancrage traditionnel à gauche des électeurs musulmans ne tient ni à leur histoire ni à leur statut social, mais bel et bien à leur appartenance religieuse²⁸. Toutefois, le libéralisme culturel caractérisant l'électorat de gauche n'est pas partagé par les « musulmans de gauche ». Au niveau national, ce vote est évalué à 5 % du corps électoral.

À l'échelle locale, les résultats électoraux en Seine-Saint-Denis pour un parti se réclamant de l'islam, l'Union des démocrates musulmans de France (UDMF), créée au lendemain de l'élection présidentielle de 2012, pourraient confirmer l'existence objective d'un vote musulman. Ce jeune parti revendique 700 adhérents en 2015 et a un programme basé sur des valeurs morales (protection de la « Famille », droits de la « Femme »...), un volet économique libéral (allègement du code du travail, développement du commerce halal, finance islamique...) et international (lutte européenne contre la xénophobie, paix au Moyen-Orient²⁹). La percée de l'UDMF survient aux élections régionales de 2015 avec 12 530 voix (0,4 % des suffrages exprimés en Île-de-France), mais ses scores les plus élevés se font en Seine-Saint-Denis (3 520 voix).

Nous avons montré combien l'UAM 93 a construit la représentation selon laquelle la population majoritaire du département était musulmane. En est-il de même pour le « vote musulman » ? Les comportements des électeurs se déclarant musulmans se

transforment à la fin des années 2000. En 2012, les électeurs de confession musulmane ont massivement voté à l'élection présidentielle en faveur de François Hollande – cet aspect massif tient à un vote d'adhésion mais également de rejet de Nicolas Sarkozy³⁰ – et pour les candidats de gauche aux élections législatives.

Deux ans après, aux élections municipales de 2014, plusieurs bastions de gauche ont basculé au profit de la droite (Saint-Ouen, Livry-Gargan, Le Blanc-Mesnil, Bobigny...) gérant désormais la majorité des communes du département, ce qui est historique. Cette déconvenue rapide doit se comprendre au regard des différentes vagues de déception des habitants des communes populaires depuis vingt ans par rapport aux gauches gouvernementale et locale : SOS Racisme, France Plus, positions sur la laïcité et les signes religieux, droit de vote des étrangers extra-communautaires, traitement des municipalités à l'égard des immigrés et de leurs descendants même alliés³¹, contrôle des violences policières, non-traitement des discriminations³². Les motifs de séparation progressive ne tiennent pas uniquement au facteur religieux mais plus globalement à la non prise en compte de la question postcoloniale³³. Comme l'illustrent les trajectoires de nouveaux militants

À l'échelle locale, les résultats électoraux en Seine-Saint-Denis pour un parti se réclamant de l'islam, l'Union des démocrates musulmans de France (UDMF), créée au lendemain de l'élection présidentielle de 2012, pourraient confirmer l'existence objective d'un vote musulman.

27. Bernard Godard, Sylvie Taussig, *Les Musulmans en France. Courants, institutions, communautés : un état des lieux*, Paris, Robert Laffont, 2007. 28. Claude Dargent, *Religion et vote : "Cachez cette variable que je ne saurais voir"*, rapport de recherche, Paris, Cevipof, 2007. 29. Sur le programme de l'UDMF, voir son site Internet : <http://udmf.fr> 30. L'étude de juillet 2012 de l'Ifop, « Le vote des musulmans à l'élection présidentielle de 2012 », estimait à 86 % le vote en faveur de la gauche au premier tour de la présidentielle de 2002. Une étude de la Fondation Jean-Jaurès de 2014 intitulée « Des musulmans de gauche » (note n° 207, mars 2014), qui se base sur des enquêtes franciliens, estime à 71 % le vote des électeurs se déclarant musulmans en faveur de François Hollande. Ce chiffre relativise grandement les 93 % du sondage OpinionWay/Fiducial réalisé au second tour de la présidentielle. 31. Olivier Masclat, *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris, La Dispute, 2003. 32. Dans une tribune, la sénatrice PS de Paris, Bariza Khiari, pointe du doigt les déconvenues successives des électeurs face aux renoncements gouvernementaux. Voir Bariza Khiari, « De quoi le "vote musulman" est-il le nom ? », in *Mediapart*, 17/04/2014. Son analyse pourrait tout à fait répondre à la question « De quoi le vote immigré est-il le nom ? ». 33. Pour des auteurs africains-américains ayant étudié la banlieue rouge, il s'agit de l'aveuglement français concernant la question raciale malgré la persistance des discriminations raciales. Danielle Keaton Trica, *Muslim Girls and the Other France: Race, Identity Politics, and Social Exclusion*, Bloomington, Indiana University Press, 2006. Sur la perspective géopolitique de la question raciale, voir Jeremy Robine, « Le 9-3, symbole du ghetto dans la nation », *op. cit.* ; *Les ghettos de la nation. Ségrégation, délinquance, identités, islam*, *op. cit.* ; Yohann Lemoigne, Gregory Smithsimon, Alex Schafraan, « Ni la race ni le 9-3 ne sont ce que nous croyons qu'ils sont », in *Hérodote*, n° 162, 2016, pp. 99-124.

issus des cités populaires qui n'ont pas eu voix au chapitre de la gauche locale, ces descendants, se libérant des cercles de la gauche, décident sans une adhésion totale à s'allier avec des listes de droite, tant des Républicains que du centre droit (UDI).

L'abstention demeure massive dans les quartiers populaires où les échelles nationale et internationale semblent prendre le pas sur l'échelle locale où « *il n'y a que des élections nationales*³⁴ ». S'il semble excessif pour ces raisons de parler de « basculement du vote musulman » à droite dans la séquence électorale 2012-2015³⁵, il est légitime de parler de droitisation des comportements électoraux dans un département qui se banalise politiquement.

L'opposition de certains musulmans au « mariage pour tous » et la rumeur sur l'enseignement de la « théorie du genre », qui eut un large écho en Seine-Saint-Denis, auraient contribué à la « droitisation » rapide d'une partie des électeurs musulmans ou pour le moins à une abstention choisie contribuant à la victoire de la droite. Des thèmes sociétaux ont été érigés en polémique locale par des candidats UMP. Selon Mohamed Henniche, « *la droite a su parler à la communauté musulmane et ça a marché [...]. Cet exploit a été possible grâce à l'utilisation de la théorie du genre, comme arme redoutable pour neutraliser l'électo-*

*rat musulman acquis à la gauche*³⁶ ».

À Bobigny, ville-centre, emblématique de la banlieue rouge, communiste depuis 1935, perdue par la liste d'Union de la gauche de plus de 850 voix, la liste UDI a su agréger des thèmes sociétaux et le mécontentement d'habitants alimenté par l'absence de reconnaissance par la municipalité sortante. Soutenue entre autres par l'Union des démocrates musulmans de France (UDMF), la liste de droite était composée de personnalités affichant des caractéristiques identifiables comme « musulmanes » dont le port du voile³⁷. Le troisième sur la liste avait présidé l'Union des associations musulmanes de Bobigny, membre fondateur de l'UAM 93³⁸. Clairement, le mot d'ordre de la campagne de l'UDI – « Rendez-vous Bobigny » – faisait appel à la représentation d'une distance entre la municipalité communiste et un certain nombre d'habitants se définissant par la religion ou l'ethnicité³⁹. Plus que le motif musulman, on a affaire à une agrégation de facteurs identitaires. Le pouvoir local n'a pas été pris en compte.

Il importe donc de revenir sur le fait que l'islam soit devenu « identitaire », ce qui remet en cause le déterminant « religieux » comme variable explicative univoque du vote. En effet, à la Seine-Saint-Denis sont associées les représentations d'un territoire marginalisé, la concentration de publics « discriminés » et de jeunes désaffiliés⁴⁰. Les images de « ghetto », auxquelles s'est ajouté le facteur djihadiste dans l'histoire des représen-

34. Jeremy Robine, « Hollande et les "quartiers", une grande déception... qui n'explique sans doute pas la déroute électorale », in *Hérodote*, n° 154, 2014, pp. 93-106. 35. Gilles Kepel, *Terreur dans l'Hexagone. Genèse du djihad français*, Paris, Gallimard, 2015. 36. Communiqué de presse de l'UAM 93, 25/03/2014. 37. Dans le programme même, certains engagements ont pu coïncider avec certaines valeurs que des électeurs de confession musulmane pouvaient entendre comme « l'enrichissement par nos diversités » : promouvoir un Musée de l'histoire des colonies françaises « pour permettre à chacun de valoriser ses racines familiales et son histoire personnelle et enrichir notre communauté citoyenne dans un esprit de partage, de rencontre et d'intégration républicaine ». <http://jevotedepaolipourbobigny.fr/> 38. Il avait monté une liste indépendante en 2008 qui demandait la transparence dans les affaires locales, des investissements dans les écoles et un dispositif pour que les enfants connaissent leurs cultures d'origines (360 voix, 4 % des suffrages exprimés). 39. Une habitante de Bobigny et militante du Parti des indigènes de la République (PIR) a écrit un texte significatif, bien qu'à relativiser, à propos de l'alliance des candidats de droite, des Noirs et des Arabes à Bobigny : « On veut que notre mairie puisse ressembler à ces habitants. On veut une mosquée, une vraie pour prier. Marre d'être entassés comme des moutons dans le gymnase le jour de l'Aïd ! Marre de squatter dans les mosquées déjà pleines à craquer de Bondy, Drancy ou du Blanc-Mesnil ! Marre que la ville soit décorée uniquement pour Noël et pas pendant le mois du Ramadan. On veut de la viande halal à la cantine. On veut que les femmes voilées aient accès à l'école et au travail sans discrimination. On veut un quartier propre et on veut que les écoles et les collèges aient plus de moyens ». Aya Ramadan, « Bobigny 2014 : quand les Arabes et les Noirs font campagne avec la droite blanche », in www.alterinfo.net, 02/04/2014. 40. David Gouard, « Le rapport à la politique des musulmans dans l'ancienne banlieue rouge », intervention au Congrès de l'Association française de sciences politiques (AFSP), 2013.

L'identité musulmane en Seine-Saint-Denis, dont on peut dire qu'elle est en cours de « racialisation », coexiste et s'agrège donc avec d'autres. Il s'agit d'appréhender la part de tels facteurs identitaires dans le vote et, en l'occurrence, la façon dont question sociétale voire raciale aurait pu prendre le pas sur la question sociale

tations politiques et médiatiques des « quartiers populaires » (« ghetto », « apartheid », « Molenbeek »...), ont contribué à la construction vicieuse de leurs habitants. Ceci a facilité le travail des militants religieux et des extrémistes de droite. À cela s'ajoute un processus d'ethnisation du vote clairement identifié⁴¹. L'identité musulmane en Seine-Saint-Denis, dont on peut dire qu'elle est en cours de « racialisation⁴² », coexiste et s'agrège donc avec d'autres. Il s'agit d'appréhender la part de tels facteurs identitaires dans le vote et, en l'occurrence, la façon dont question sociétale voire raciale aurait pu prendre le pas sur la question sociale⁴³.

Malgré une relative efficacité des représentations du « vote musulman », on ne saurait conclure, même en Seine-Saint-Denis où la présence musulmane est visible et l'activisme des organisations musulmanes élevé, à l'homogénéité et à la structuration d'un tel vote. Les votes d'adhésion à des candidats qui donnent à voir des attributs musulmans ne sont d'ailleurs pas massifs.

Prendre en compte la politisation de l'islam local pour contrer les représentations stigmatisantes

Les formes de politisations ordinaires de l'islam ont été observées à travers l'action d'une association spécifique, l'UAM 93. Celle-ci se base sur la représentation géopolitique selon laquelle la popu-

lation majoritaire du département est musulmane, ce qui lui permet de se construire comme l'interface entre le système politique local et les musulmans, afin de traduire en langage politique les demandes d'islam. Ainsi, le facteur à proprement parler « musulman » en tant que tel n'apparaît pas déterminant dans les élections en Seine-Saint-Denis pour deux raisons : il agrège des facteurs identitaires et d'autres éléments jouent dans les comportements électoraux. Une telle analyse devrait se poursuivre à propos de trajectoires de candidats et d'élus qui affichent leur attachement à l'islam mais également de jeunes militants qui rompent avec les discours institutionnels des fédérations, mais également de l'UAM 93 et de candidats et élus qui affichent leur identité musulmane comme caractéristique propre.

L'islam local est une donnée qui est aujourd'hui incontournable, au même titre que d'autres problèmes publics locaux soulevés par la question postcoloniale : discriminations, contrôle au faciès, droit de vote, etc. Par ailleurs, il est indéniable que la description des processus ordinaires de politisation de l'islam local va à l'encontre des images les plus médiatiques comme celle de « l'islamisation » colportée par des partis extrémistes, notamment au sujet de la Seine-Saint-Denis. En tout cas, la Seine-Saint-Denis est bien un « laboratoire de l'islam de France⁴⁴ », ou mieux des islams en France, rendant possible une institutionnalisation émanant du local qui s'éloignerait du modèle actuel où priment les relations interétatiques. ■

41. Shéhérazade Kelfaoui, « Un vote "maghrébin" en France », in *Hérodote*, n° 80, 1996, pp. 130-155 ; Céline Braconnier, Jean-Yves Dormagen, « Le vote des cités est-il structuré par un clivage ethnique ? », in *Revue française de science politique*, vol. 60, n° 4, 2010, pp. 663-689. 42. Didier Fassin, Éric Fassin, *De la question sociale à la question raciale ? Représenter la société française*, Paris, La Découverte, 2006. 43. Jeremy Robine, « Le 9-3, symbole du ghetto dans la nation », in *Hérodote*, n° 162, 2016, pp. 55-72.

44. Anne-Bénédicte Hoffner, « La Seine-Saint-Denis, laboratoire de l'islam de France », in *La Croix*, 01/04/2010.